

Syrie : L'entêtement des puissances occidentales continue

Article rédigé par *contact*, le 26 avril 2016

[Source: Réseau International]

En quels termes et dans quelle langue le gouvernement syrien devra-il s'exprimer pour faire comprendre aux Occidentaux que la Syrie appartient aux Syriens, seuls habilités à décider du sort de leur pays ? Les dirigeants occidentaux, habitués à être obéis au doigt et à l'œil, ne comprennent visiblement pas cette vérité toute simple, nouvelle il est vrai. Il y a cinq ans, ils avaient donné leurs ordres pour la Syrie. Bachar Al Assad doit partir. Les ordres étant donnés, leur exécution ne pouvait que suivre. Déjà, pour les médias du monde entier, « les jours de Bachar Al Assad étaient comptés ». Ils les comptent encore, plus de 1800 jours plus tard, soit plus de cinq ans après, et toujours pas de départ en vue.

Les dirigeants occidentaux ne comprennent toujours pas et persistent à renouveler leurs ordres dans le vide. Les donneurs d'ordres, qui les aboient de manière ininterrompue depuis cinq ans, ce sont bien Hollande, Cameron, Merkel et Obama, pour le compte d'on ne sait qui. C'est bien à Paris, dès les premiers signes du refus d'obtempérer de Bachar Al Assad, que se sont réunis, sous l'égide d'Alain Juppé, les « amis » de la Syrie, et la création d'une « opposition » qualifiée de seul représentant légitime du peuple syrien. Riyad, Doha et Ankara, bien qu'étant hautement concernés, et donc très actifs, sont des subalternes dans cette affaire, même si les médias tentent de faire croire que ce sont le Roi Saoudien, l'Emir du Qatar et le président Turc qui dictent leurs volontés aux dirigeants des puissances occidentales.

Depuis le début, les dirigeants occidentaux sont formels: Assad doit partir et partira, par la force, s'il le fallait. Ils ont bien essayé d'user de la force, mais en ont été empêchés. Comment faire partir Bachar Al Assad par la force militaire, alors qu'aucune armée occidentale ne se trouve en Syrie, et ne peut pas même approcher les côtes syriennes ? En armant les combattants sur place. Or, les seuls combattants actuellement à l'œuvre contre l'armée arabe syrienne sont Al Qaida et Daech, les autres ayant en grande partie, déposé les armes. Ce qui signifie clairement que, pour forcer le départ d'Assad, l'Occident arme les terroristes en Syrie, via ses satellites turco-israélo-saoudiens, ces mêmes terroristes dont se réclament les tueurs de Paris, de Bruxelles et d'ailleurs.

En résumé, pour réaliser l'agenda des puissances occidentales, c'est-à-dire le départ de Bachar Al Assad, Daech reçoit armes, logistique et formation, directement ou via la Turquie, avec le soutien financier de l'Arabie Saoudite. Daech travaille donc en parfaite coordination avec les pays de l'OTAN (dont la Turquie fait partie) pour réaliser la totalité de leurs objectifs. Cela ressemblerait à une collaboration entre alliés, si ce n'est le fait que l'OTAN, étant donné sa puissance et sa nature, ne peut pas avoir d'alliés, elle n'a que des subordonnés. Daech travaille donc forcément sous la direction de l'OTAN. Comme Al-Qaida en Libye. C'est une réalité sue par tous les gouvernements des pays membres impliqués dans la guerre en Syrie.

Alors, pourquoi de petits voyous se réclamant du groupe qui travaille pour réaliser les objectifs de ces

gouvernements commettent-ils des attentats en Europe ? Pourquoi ces mêmes gouvernements disent-ils faire la guerre à ceux qui combattent pour eux en Syrie et dont ils verraient la défaite comme une catastrophe ? Quelqu'un ment. Les dirigeants savent parfaitement ce qu'ils font, et leurs déclarations sont en complète contradiction de ce qu'ils font. Ce qu'ils ne savent pas, en revanche, c'est où va les mener l'aventure syrienne. Ils restent toujours avec leur logiciel initial, dans un contexte qui a subi des modifications profondes, à commencer par Washington où les rapports de force semblent avoir évolué.

Bachar Al Assad ne s'embarrasse plus de détails et avance à grands pas vers la libération et la pacification de son pays. Les récentes élections législatives sont un pas de plus, ne tenant aucun compte des états d'âme des dirigeants occidentaux, comme pour signifier encore une fois à ces derniers que la Syrie n'appartient qu'aux Syriens. La trêve continue et est globalement respectée. Cela suffit amplement pour la qualification des combattants et pour mener des stratégies claires, y compris contre les combattants armés par l'Occident. Malheureusement, la guerre en Syrie est loin d'être terminée. Les pays agresseurs, hormis peut-être la Turquie, ne courent aucun risque de défaite personnelle humiliante, n'ayant pas engagé leur propre armée. Cela signifie qu'ils continueront à armer jusqu'au dernier djihadiste présent en Syrie pour les aider à faire partir Bachar Al Assad.

Les réactions de nos gouvernants face aux élections législatives syriennes prouvent, s'il en était besoin, qu'ils n'en ont absolument rien à faire de l'expression populaire. Un vote doit aller dans le sens qu'ils ont choisi, sinon il n'a aucune valeur. Nous pourrions nous rassurer en nous disant qu'il s'agit d'un vote lointain, et que cela ne nous concerne pas. Mais nous avons vu que la même chose pouvait se passer en France, par exemple avec le référendum sur la constitution Européenne, ou encore quand Sarkozy faisait revoter des lois à l'Assemblée Nationale, jusqu'à ce qu'elles passent.